

Éditorial

ALAIN JUPPÉ

Ministre d'État

Ministre des Affaires étrangères et européennes

Depuis maintenant plusieurs mois, la rive sud de la Méditerranée est le théâtre de bouleversements profonds. Alors que nous avons longtemps considéré les régimes autoritaires comme des remparts contre l'extrémisme, alors qu'au nom de la stabilité, nous avons parfois fermé les yeux sur les abus de régimes qui bafouaient les droits de l'homme, nous avons vu les peuples se lever contre l'oppression. Nous avons vu les citoyens clamer leur aspiration à la dignité, à la liberté individuelle et à la libre expression de leurs opinions. Nous avons vu le monde arabe s'engager dans un mouvement d'ouverture, de changement accéléré et de globalisation qui est la marque de notre temps.

Ces bouleversements, nous n'en avons prévu ni la force ni la portée. Mais nous avons très vite saisi qu'ils auraient des conséquences sur tous les États de la région. Nous avons compris qu'ils devaient nous conduire à changer le regard que nous, Français et Européens, portons sur le monde arabe. Et nous mesurons pleinement aujourd'hui l'ampleur des espoirs qu'ils

suscitent : l'espoir de la démocratie et de l'État de droit, l'espoir de la stabilité et de la paix, l'espoir d'un avenir meilleur, où chacun puisse tracer un chemin à la mesure de ses attentes, de ses talents et de ses ambitions.

Bien sûr, nous sommes conscients que ce mouvement vers la liberté comporte aussi des risques. Nous savons que le chemin vers la démocratie est un chemin long et exigeant, dont l'impatience légitime des citoyens a parfois du mal à s'accommoder. Nous savons que le processus de mutation sera lent et incertain, que les avancées pourront alterner avec les retours en arrière. Nous savons surtout que, si les réformes tardent trop à se matérialiser, chaque jour qui passe aggravera la menace de radicalisation, de récupération par des forces extrémistes et d'atteintes à la liberté de religion et de conviction.

C'est la raison pour laquelle nous mettons tout en œuvre pour accompagner les pays arabes qui le souhaitent dans cette délicate période de transition.

Sur le plan politique, nous sommes pleinement mobilisés pour protéger les peuples et

garantir le respect des droits de l'homme. C'est dans cet esprit que nous sommes intervenus en Libye, dans le cadre strict du mandat des Nations unies. C'est aussi dans cet esprit, qu'au-delà du cadre européen, nous n'avons cessé d'œuvrer en faveur de l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité condamnant la répression sauvage menée par le régime syrien.

Par ailleurs, dès le début du « printemps arabe », nous nous sommes mis à la disposition des États qui le souhaitent. Naturellement, c'est à chaque peuple de décider de son propre destin, et il ne s'agit pas pour nous d'influencer les choix d'États qui sont indépendants et souverains. Mais nous sommes prêts à répondre à toute demande de partage d'expertise, par exemple en matière de droit constitutionnel, de libertés publiques ou encore de liberté de la presse.

Enfin, nous ne ménageons pas nos efforts pour trouver une solution aux principales crises qui affectent cette région du monde, au premier rang desquelles le conflit israélo-palestinien. C'est tout le sens de l'initiative française que j'ai portée au printemps, visant à une reprise des négociations sur le fondement de paramètres équilibrés. Notre conviction, c'est que les attentes des Palestiniens ne sont pas moins légitimes que celles qui s'expriment à travers le « printemps arabe ». C'est aussi qu'Israël, qui a le droit de vivre en sécurité et en paix, a tout intérêt à saisir l'opportunité des évolutions du monde arabe pour offrir une perspective de paix à ses voisins.

Sur le plan économique, nous sommes également aux côtés des pays du sud de la Méditerranée pour encourager leur développement, dans un esprit de confiance, mais aussi de lucidité et de vigilance.

C'est l'objectif du Partenariat de Deauville, lancé à l'initiative du président de la République lors du sommet du G8, un partenariat de long terme, politique et économique, ayant vocation à s'ouvrir aux pays de la région qui s'engagent sur la voie des réformes et à mobiliser en leur faveur, à hauteur de 40 milliards de dollars, le soutien financier des États et des institutions financières internationales.

C'est aussi l'objectif de la rénovation de la politique européenne de voisinage, où le partenariat euro-méditerranéen garde une place privilégiée, et de la nouvelle stratégie d'attribution des aides que nous avons adoptée pour favoriser la modernisation politique et économique des pays de la rive Sud.

C'est enfin l'objectif de la relance de l'Union pour la Méditerranée, voulue par le président de la République pour franchir une nouvelle étape dans la structuration d'un projet qui permette des solidarités et des réalisations communes autour de la Méditerranée. Le nouveau secrétaire général, qui a pris ses fonctions au mois de juillet dernier, est d'ores et déjà au travail pour avancer en ce sens, comme nous avançons sur l'Office méditerranéen de la jeunesse.

Nous avons tous rendez-vous avec l'Histoire. C'est vrai des pays de la rive Sud, qui tiennent entre leurs mains le succès des « printemps arabes ». C'est vrai aussi de la France et de l'Union européenne, qui ont une responsabilité particulière à leur côté. En accompagnant les transitions démocratiques en cours, en mettant en place un nouveau partenariat avec nos voisins méditerranéens, en nous investissant pleinement en faveur du processus de paix, nous sommes déterminés à être à la hauteur de cette responsabilité. ■